

pléants éventuels au bout d'un an sur la liste des suppléants permanents (p. 9368). — Dépose une demande d'interpellation sur les répercussions désastreuses de la politique de réarmement sur les crédits de l'Éducation nationale [23 février 1951] (p. 1562). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au renouvellement de l'Assemblée Nationale : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption de l'article unique (Création de nouvelles écoles maternelles)* [11 mai 1951] (p. 5083).

GUÉRIN (M. Maurice), *Député du Rhône (1^{re} circonscription)*.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). — Est nommé membre : de la Commission du Règlement et du suffrage universel [4 décembre 1946] (p. 51); de la Commission des affaires économiques [17 décembre 1946] (p. 101), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission du travail et de la sécurité sociale [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission des immunités parlementaires [8 mars 1949] (p. 1328 et 1329). — Est désigné par la Commission des affaires économiques pour faire partie de la Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises industrielles nationalisées et des sociétés d'économie mixte [24 février 1951 (**F. n° 680**)]. — Est élu Vice-président de la Haute Cour de justice (loi du 27 décembre 1945) [20 décembre 1946] (p. 196), [30 décembre 1948] (p. 2442). — Est nommé juge à la Commission d'instruction de la Haute Cour de justice (application de l'art. 58 de la Constitution et de la loi organique du 27 octobre 1946) [11 mars 1947] (p. 796).

Dépôts :

Le 29 avril 1947, une proposition de loi tendant à modifier la composition du jury de la Haute Cour de justice instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1944 modifiée par la loi du 27 décembre 1945, **n° 1202**. — Le 23 mai 1947, une proposition de loi tendant à modifier

la base d'appréciation des allocations familiales, **n° 1438**. — Le 9 décembre 1948, un avis au nom de la Commission des affaires économiques sur : I. le projet de loi portant liquidation du séquestre des usines Berliet ; II. les propositions de loi : a) de M. Airoldi et plusieurs de ses collègues tendant à la nationalisation des usines automobiles Berliet ; b) de M. André Denis et plusieurs de ses collègues tendant à l'adoption d'un statut définitif des usines automobiles Berliet ; c) de M. Airoldi et plusieurs de ses collègues ayant pour objet de régler définitivement le statut juridique des usines automobiles Berliet ; III. la proposition de résolution de M. Degoutte et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions utiles pour obtenir la transformation de l'entreprise Berliet en une Société d'économie mixte Berliet et compagnie, **n° 5775**. — Le 1^{er} décembre 1949, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi portant statut général des entreprises publiques, **n° 8572**. — Le 5 mai 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à développer les centres de formation professionnelle accélérée, notamment par le maintien et le rétablissement de l'intégralité des crédits prévus au budget de 1950, **n° 9864**. — Le 14 novembre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder des secours d'urgence aux familles sinistrées par les récentes inondations dans la région du Rhône et de la Saône, **n° 11268**. — Le 14 mars 1951, une proposition de loi tendant à l'attribution d'une allocation mensuelle en espèces à certaines catégories d'assistés médicaux gratuits, **n° 12483**. — Le 16 mai 1951, une proposition de loi modifiant le régime des prestations longue-maladie et des pensions d'invalidité servies aux assurés sociaux du commerce et de l'industrie, **n° 13278**.

Interventions :

Est entendu au cours du débat sur la proposition de loi concernant la composition du jury de la Haute Cour de justice : *Discussion générale* [9 juin 1947] (p. 2868); *Contre-projet de M. Péron tendant à créer une Commission d'instruction de la Haute Cour composée de douze personnes nommées par l'Assemblée Na-*

tionale (p. 2877, 2878) ; Article unique : *Son amendement concernant la nomination du greffier-chef* (p. 2879). — Dépose une demande d'interpellation sur la grève des ingénieurs, des agents et techniciens de l'entreprise Berliet [18 novembre 1947] (p. 5078). — Demande à interpellier sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour mettre fin au conflit des établissements Berliet, dont la durée et l'extension risquent de compromettre l'expérience en cours et par avance le nouveau statut de ces établissements [29 novembre 1947] (p. 5428). — Donne sa démission de *Premier Vice-Président de la Haute Cour de justice (En raison des incidents lors de la dernière session)* [30 janvier 1948] (p. 325). — Prend part à la discussion : du projet de loi tendant à réprimer les hausses de prix injustifiées : *Discussion générale* [18 février 1948] (p. 841) ; — des propositions de loi relatives à la modification de la Haute Cour de justice : *Discussion générale* [4 mars 1948] (p. 1348, 1349). — Est réélu *Vice-Président de la Haute Cour de justice* [30 avril 1948] (p. 2442). — Prend part à la discussion : du projet de loi tendant au redressement économique et financier, en qualité de *Rapporteur pour avis* [8 août 1948] (p. 5517, 5518) ; Art. 4 : *Son amendement tendant à rétablir l'article supprimé* [9 août 1948] (p. 5619) ; Art. 7 bis : *Son amendement relatif au rôle des corps de contrôle auprès des Commissions du Parlement* (p. 5622, 5623) ; Art. 7 : *Son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa* (p. 5678) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur le budget des P. T. T. : *Discussion générale* [8 avril 1949] (p. 2260, 2261, 2262, 2263), [12 avril 1949] (p. 2297) ; — du projet de loi portant statut de l'entreprise Berliet, en qualité de *Rapporteur pour avis* [15 novembre 1949] (p. 6109, 6110) ; *Discussion générale* (p. 6114, 6115, 6116, 6126). — Pose à M. le Ministre des Finances une question relative aux dépenses de congés payés incombant à une entreprise en cas de rupture du contrat de travail [25 novembre 1949] (p. 6297). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux conventions collectives et au règlement des conflits du travail : *Discussion générale* [15 décembre 1949] (p. 6909, 6918) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à inclure dans le statut des entreprises publiques la procédure de réglementation des conflits du travail*

[4 janvier 1950] (p. 110) ; *Son amendement tendant à imposer les procédures d'arbitrage aux entreprises publiques comme aux entreprises privées* (p. 157) ; — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950 : *Discussion générale (Ses observations sur la gestion des sociétés nationales)* [21 décembre 1949] (p. 7118) ; *Ses observations sur la nécessité de réforme de structure* [22 décembre 1949] (p. 7155) ; Art. 43 : *Amendement de M. Poumadère tendant à étudier les moyens d'équilibrer le budget de la S. N. C. F.* [27 décembre 1949] (p. 7422) ; — du projet de loi relatif aux conventions collectives et au règlement des conflits du travail, amendé par le Conseil de la République ; Art. 1^{er} [Art. 31 F du Code du travail] : *Amendement de M. Theeten tendant à reprendre le quatrième alinéa du texte du Conseil de la République relatif au caractère représentatif des organisations syndicales* [3 février 1950] (p. 959, 960) ; — du projet de loi relatif au développement des services civils pour 1950 ; TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Chap. 5050 : *Formation professionnelle accélérée* [5 juin 1950] (p. 4284, 4285) ; FINANCES, Chap. 1000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Administration centrale (Réformes de structure des Ministères)* [16 juin 1950] (p. 4892) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950 ; LOI DES CRÉDITS : *Discussion générale* [1^{er} août 1950] (p. 6397) ; Art. 28 ter : *Ses explications de vote sur l'article prévoyant des allègements fiscaux fixés par décrets* [2 août 1950] (p. 6428, 6429) ; Art. 77 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. l'avance de 25 milliards à la S. N. C. F. (Insuffisance des commandes de matériel passées par la S. N. C. F.)* (p. 6490, 6491) ; le retire (p. 6491) ; Article additionnel : *Son amendement tendant à prévoir des avenants à la convention de 1937 entre l'Etat et la S. N. C. F.* (p. 6491) ; *Son amendement relatif à la gestion des biens immeubles de la S. N. C. F.* (p. 6491) ; — du projet de loi portant amnistie relative aux faits de collaboration : *Discussion générale* [2 novembre 1950] (p. 7386, 7387, 7388, 7389), [7 novembre 1950] (p. 7512) ; — du projet de loi portant autorisation d'un programme de réarmement ; Art. 11 quater : *Son amendement tendant à prévoir des lois pour l'application des mesures d'économies* [29 décembre 1950] (p. 9832) ; —

d'une proposition de loi relative à la composition et au fonctionnement du Conseil économique : *Discussion générale* [7 février 1951] (p. 843) ; Art. 9 : *Son amendement tendant à prévoir la présence du Commissaire du Gouvernement* (p. 880, 881). — Pose à M. le Ministre de l'Industrie et du Commerce une question relative à l'approvisionnement du pays en charbon [16 mars 1951] (p. 2046, 2047, 2048). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente (*Rectification de son vote sur la réforme électorale*) [8 mai 1951] (p. 4800). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951 ; FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [17 mai 1951] (p. 5323). — S'excuse de son absence [17 août 1948] (p. 5819), [14 septembre 1948] (p. 6508). — Obtient des congés [17 août 1948] (p. 5819), [14 septembre 1948] (p. 6508).

GUÉRIN (Mme Rose), Député de la Seine
(5^e circonscription).

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). — Est nommée membre : de la Commission des finances et du contrôle budgétaire [4 décembre 1946] (p. 51) ; de la Commission de la presse [4 décembre 1946] (p. 51) ; de la Commission des finances [29 mai 1947] (p. 1783), [26 janvier 1948] (p. 195) ; de la Commission du ravitaillement [13 mai 1948] (p. 2564), [18 janvier 1949] (p. 34) ; de la Commission de la production industrielle [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348).

Dépôts :

Le 5 juin 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à proroger la réquisition de l'atelier de parachutes de Clichy pour permettre d'établir un statut définitif garantissant les intérêts de l'État, n° 1587. — Le 7 juillet 1947, une proposition de loi tendant à permettre à la femme qui allaite de retrouver son travail après une absence qui peut atteindre neuf mois, n° 1921. — Le 4 mai 1948, une proposition de loi tendant à

reconnaître la qualité de salarié au personnel des services domestiques en lui accordant le bénéfice de toutes les lois sociales, codifiées ou non, et en le soumettant aux juridictions compétentes en vertu de cette reconnaissance, n° 4117. — Le 14 mai 1948, un rapport au nom de la Commission du ravitaillement sur la proposition de résolution de Mme Galicier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder à toutes les mères de famille à l'occasion de la fête des Mères une attribution supplémentaire de denrées notamment 500 grammes de farine, 500 grammes de pâtes, 1 kilo de confitures, n° 4225. — Le 22 février 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre immédiatement toutes mesures propres à faire cesser les expulsions arbitraires et les prix abusifs pratiqués par la direction du « Palais de la femme » et à faire réintégrer les expulsées, n° 6554. — Le 24 février 1949, un rapport au nom de la Commission du ravitaillement sur la proposition de résolution de M. Poumadère et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à fixer à l'avance, les rations de denrées diverses et les tickets correspondant à la délivrance des produits, afin que la distribution puisse être faite dans tout le pays, dès les premiers jours de chaque mois, n° 6584. — Le 17 mai 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à attribuer, comme par le passé, la farine panifiable nécessaire aux industries utilisatrices françaises, n° 7162. — Le 21 juin 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à maintenir, dans les locaux actuels, le centre d'apprentissage féminin de Puteaux, n° 7555. — Le 5 janvier 1951, une proposition de loi tendant à rétablir l'article 87 du décret du 8 juillet 1937 accordant une ristourne sur l'essence en faveur des chauffeurs de taxis, n° 11876. — Le 1^{er} février 1951, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de résolution (n° 11898) de M. Serre tendant à inviter le Gouvernement à prévoir au budget de 1951 les crédits nécessaires à l'application des dispositions votées par le Parlement pour améliorer le sort des anciens combattants, invalides, veuves, orphelins, déportés et à l'indemnisation équitable des anciens prisonniers de guerre, déportés du travail ou autres victimes des guerres, n° 12038. — Le